

## Entreprises : l'Assemblée exige la transparence et la responsabilité

Air Lib :

### *chronique d'une faillite annoncée*

Après la liquidation de la compagnie Air Lib prononcée le 17 février, l'Assemblée a décidé la création d'une commission d'enquête sur les causes économiques et financières de cette disparition et sur les fonds publics dont elle a pu bénéficier. La commission d'enquête a déposé son rapport le 11 juin 2003 après avoir procédé à 27 auditions et entendu 45 témoins. **Ce rapport a été adressé par le rapporteur, Charles de Courson, au procureur de la République qui l'a transmis à la section financière du parquet.** Compte tenu des handicaps accumulés, le succès d'un repreneur après le

dépôt de bilan d'AOM-Air Liberté supposait une équipe compétente, disposant de capitaux importants, et capable d'imposer des réformes sociales et de structures considérables. « Or, force est de constater que l'équipe rassemblée par le nouveau PDG ne disposait d'aucun de ces atouts ». Dès l'automne 2001, l'avenir de la compagnie apparaissait plus que compromis. Dès lors, a conclu le rapport, c'est l'Etat qui a été en permanence appelé au secours de l'entreprise, en vain et à fonds perdus.



Pour une meilleure gestion

### *des entreprises publiques*

Face à la dégradation financière sans précédent de certaines grandes entreprises publiques, l'Assemblée nationale a décidé, le 29 janvier 2003, la création d'une commission d'enquête sur la gestion de ces entreprises afin d'améliorer le système de prise de décision. Ses travaux l'ont conduite à proposer des modifications profondes dans le fonctionnement interne des

entreprises publiques et dans les relations qu'elles entretiennent avec l'Etat, parmi lesquelles : **l'audition des présidents des grandes entreprises publiques, dès leur nomination, puis chaque année, par les commissions compétentes du Parlement** ; le suivi, à travers l'Agence des participations de l'Etat, des performances des entreprises ;

l'institution de contrats de service public définissant très précisément le contenu, le coût et la compensation financière des missions de service public ; l'audition annuelle du directeur de l'Agence par les commissions des finances des assemblées. La commission d'enquête a déposé son rapport le 3 juillet après avoir procédé à 27 auditions et entendu 51 témoins.



3



4



5

1• Charles de Courson, rapporteur de la commission d'enquête sur les causes de la disparition d'Air Lib

2• Philippe Douste-Blazy, président de la commission d'enquête sur la gestion des entreprises publiques

3• Michel Bouvard, vice-président de la commission des finances

4• Yves Deniaud, membre de la commission des finances

5• Dominique Strauss-Kahn, membre de la commission des finances



## Service minimum :

### *les choix de l'Europe*

L'instauration d'un service minimum est devenue l'objet d'une forte demande de l'opinion publique. Selon un sondage récent, 81 % des citoyens y seraient favorables et sept propositions de loi ont été déposées à l'Assemblée nationale en ce sens au cours de l'actuelle législature. Il s'agit cependant d'un sujet délicat, touchant à plusieurs principes de valeur constitutionnelle : le droit de grève, inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946 ; la continuité du service public ; la protection de la santé et de la

sécurité des personnes et des biens, de même que le droit au travail. Le rapport d'information de la délégation pour l'Union européenne sur le service minimum dans les services publics en Europe du 4 décembre suggère, **à la lumière des choix faits par nos voisins, différentes voies de réforme possibles** permettant de concilier ces impératifs. Enfin, le 9 décembre, à l'occasion d'une séance d'initiative parlementaire, les députés ont débattu de la conciliation des exigences de la continuité du service public des transports et du droit de grève.

[ 61 ]

## Finances :

### *les travaux de la commission*

Douze rapports d'information ont été publiés en 2003 par la commission des finances, dont deux au titre de la mission d'évaluation et de contrôle portant sur l'intervention des architectes et des services archéologiques dans les procédures de sauvegarde du patrimoine et sur les organismes d'évaluation et de prospective : Commissariat général du Plan et DATAR. Un travail de la MEC a donné lieu à un rapport d'information. D'autres rapports d'information ont porté sur l'implantation des entreprises françaises en Russie, les groupes d'intervention régionaux, la fonction publique outre-mer ou les

relations entre l'administration fiscale et les contribuables. Mais c'est essentiellement la mise en œuvre de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances qui a mobilisé les travaux de la commission. Le président, Pierre Méhaignerie, et le rapporteur général, Gilles Carrez, ont co-rédigé un rapport sur les techniques de contrôle des dépenses de l'Etat tandis qu'**une mission d'information composée d'un représentant de chaque groupe politique a suivi la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire**, qui doit, à partir de 2005, aboutir à un vote des crédits en missions et en programmes.